

## RECOMMANDATIONS OFFICIELLES DES TRAVAILLEURS DE JEUNESSE AUX ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET ÉCONOMIQUE

### ***LE SOMMAIRE***

<b><i>Introduction</i></b>	<b>1</b>
<b><i>Les recommandations</i></b>	<b>2</b>
<i>Les Entreprises, sociétés et start-ups</i>	2
<i>Les décideurs</i>	3
<i>Les individus</i>	3
<i>Les médias</i>	4
<i>Les organisations de la jeunesse</i>	5
<b><i>La conclusion</i></b>	<b>5</b>

### ***Introduction***

L’Union européenne est une union politique et économique de 27 États membres, représentant 450 millions de personnes, dont les décisions influencent la vie de l’ensemble des citoyens européens. Chacun, selon sa position et son rôle, agit comme partie prenante du projet européen. Face aux défis contemporains, la lutte contre la désinformation et la prolifération des fake news s’impose comme un enjeu majeur pour la démocratie, la participation citoyenne et la confiance dans les institutions. L’Union européenne s’efforce d’y répondre à travers différentes stratégies en matière de communication, de régulation des plateformes numériques et de promotion de l’éducation aux médias. Pourtant, de nombreux observateurs soulignent que le chemin reste encore long pour garantir un espace informationnel transparent et fiable. Lors du séminaire consacré à la thématique des fake news, les participants, venus d’ONG et d’organisations de jeunesse de toute l’Europe, ont formulé une série de recommandations visant à renforcer les capacités des citoyens et des institutions à identifier, prévenir et contrer la désinformation.

## ***Les recommandations***

### *Les Entreprises, sociétés et start-ups*

Les premières recommandations formulées concernent les entreprises, les sociétés de médias et les start-ups. Les participants ont insisté sur la nécessité d'adopter des politiques internes plus transparentes et responsables afin de protéger l'espace public contre la désinformation. Les grandes plateformes numériques et les groupes médiatiques, en particulier, disposent des moyens techniques et financiers pour agir de manière exemplaire : ils devraient investir dans des mécanismes de vérification des informations, promouvoir des contenus fiables et s'engager activement dans la lutte contre les fakes news. Les start-ups et initiatives indépendantes, de leur côté, représentent un vivier d'innovation indispensable pour développer de nouveaux outils de fact-checking et de sensibilisation des citoyens.

Les participants ont également recommandé que les grandes entreprises du secteur numérique ou médiatique collaborent plus étroitement avec les écoles et les jeunes, afin de transmettre leurs connaissances techniques et de former une nouvelle génération d'entrepreneurs et de journalistes engagés pour l'intégrité de l'information. Une partie des bénéfices pourrait être réinvestie dans des projets indépendants prometteurs, favorisant ainsi une diversité d'acteurs capables de contrebalancer la concentration des médias et des plateformes.

Enfin, les médias traditionnels et en ligne ont été encouragés à valoriser ce phénomène, en consacrant davantage d'espace à la promotion des initiatives de journalisme participatif, aux partenariats entre start-ups et grandes entreprises du numérique, et aux bonnes pratiques d'éducation aux médias. Dans ce processus, les participants ont rappelé l'importance d'une approche inclusive, donnant la parole à toutes les communautés et garantissant que les publics les plus vulnérables puissent accéder à une information de qualité et exercer leur citoyenneté en connaissance de cause.

## *Les décideurs*

Dans chaque société, les « décideurs » occupent une place centrale : il s'agit des responsables politiques, des institutions européennes, des dirigeants de grandes entreprises, des acteurs du secteur médiatique et numérique, ainsi que des institutions financières. Ce sont eux qui fixent le cadre légal, réglementaire et économique dans lequel l'information circule. Leurs choix influencent la manière dont les citoyens accèdent aux contenus médiatiques, perçoivent l'actualité et participent au débat démocratique.

Les participants ont souligné que lorsque les décideurs adoptent des politiques visant à protéger la liberté d'expression tout en luttant contre la désinformation, ils jouent un rôle essentiel dans le renforcement de la démocratie. Cela peut passer par le financement de programmes d'éducation aux médias, la mise en place de mécanismes de transparence pour les plateformes numériques, le soutien à la recherche sur les phénomènes informationnels ou encore l'adoption de législations favorisant la responsabilité des acteurs du numérique. Les participants ont également rappelé l'importance pour ces décideurs d'agir avec éthique et intégrité, en évitant toute forme de manipulation ou de corruption, afin de garantir un espace informationnel sûr, fiable et accessible à tous.

## *Les individus*

Même si chaque citoyen peut se sentir impuissant face à l'ampleur de la désinformation, chacun joue un rôle essentiel dans la construction d'un espace informationnel plus sûr. Chaque action compte : vérifier une information avant de la partager, signaler une source douteuse, diversifier ses lectures ou engager une discussion constructive. Les participants du séminaire ont distingué plusieurs catégories dans lesquelles les individus peuvent agir — éducatives, médiatiques, sociales et citoyennes.

Sur le plan éducatif, chacun est invité à développer son esprit critique, à s'informer auprès de sources fiables et à encourager les plus jeunes à adopter une approche vigilante face aux contenus numériques. Les conversations sincères, basées sur des faits vérifiés et en lien avec des expériences vécues, sont un moyen efficace pour sensibiliser son entourage. Sur le plan médiatique, les citoyens peuvent soutenir les médias indépendants, consulter des sources diversifiées et éviter de relayer des contenus sensationnalistes. Sur le plan social, ils peuvent s'engager dans des activités associatives ou communautaires visant à promouvoir l'éducation aux médias et à l'information. Enfin, sur le plan

citoyen, chacun peut contribuer à un climat démocratique plus sain, en participant à des initiatives de sensibilisation, en encourageant la transparence et en faisant preuve de responsabilité numérique.

Les participants ont rappelé que la lutte contre les fakes news ne repose pas uniquement sur les institutions ou les grands acteurs médiatiques : c'est l'accumulation d'initiatives individuelles, même modestes, qui crée une dynamique collective de résistance à la désinformation et renforce la résilience démocratique.

### *Les médias*

Dans l'âge moderne, le pouvoir de façonner les récits sociaux et politiques réside en grande partie entre les mains des médias, entendus au sens large : presse écrite, télévision, radio, mais aussi réseaux sociaux, podcasts, documentaires et plateformes numériques. Leur rôle dans la lutte contre la désinformation est déterminant, car ils influencent la perception que les citoyens se font de la réalité et de la démocratie.

Les participants ont souligné la nécessité d'accroître la présence de contenus fiables et vérifiés, afin de contrer la propagation continue des fake news. Ils ont proposé différents moyens : diversifier les formats (programmes éducatifs accessibles à tous les âges, podcasts factuels, documentaires de terrain), mobiliser des personnalités publiques pour porter des messages de sensibilisation, et développer des campagnes numériques claires et attractives. Les réseaux sociaux, en particulier, représentent un outil majeur : encourager les influenceurs à utiliser leur notoriété pour promouvoir la vérification de l'information et lancer des campagnes positives (#ThinkBeforeYouShare, #CheckTheSource, #MediaLiteracy) pourrait contribuer à instaurer une culture de vigilance partagée.

Les participants ont également mis en garde contre le risque de saturation ou de désengagement du public face à des messages répétitifs. Pour éviter cet effet, il est essentiel que les médias adaptent régulièrement leurs approches, surveillent les tendances et renouvellent leurs formats. Même si toutes les initiatives ne peuvent atteindre un effet massif, chaque effort contribue à renforcer la résilience démocratique et à encourager une citoyenneté active et informée.

## *Les organisations de la jeunesse*

À l'ère de la désinformation et des menaces pesant sur la démocratie, l'implication des jeunes dans les débats politiques, médiatiques et sociaux est plus cruciale que jamais. Si les générations passées ont façonné l'espace informationnel actuel, c'est à la jeunesse d'aujourd'hui de contribuer à sa transformation en un lieu plus transparent et fiable.

Les participants ont souligné que les organisations de jeunesse doivent se mobiliser pour que les voix des jeunes soient entendues. Cela passe par l'identification des besoins prioritaires en matière d'éducation aux médias, la recherche et la mobilisation de financements, et le développement de compétences organisationnelles et de réseaux solides. Une fois légitimées, ces organisations peuvent créer des plateformes collaboratives et inclusives : promouvoir l'éducation critique aux médias, encourager la participation démocratique par des campagnes sur les réseaux sociaux, ou encore sensibiliser à l'importance de voter et de s'informer à partir de sources fiables.

La jeunesse représente déjà un groupe social puissant et mobilisé ; il est essentiel que son influence perdure et s'intègre pleinement dans le discours public pour renforcer la résilience démocratique.

## *La conclusion*

À travers ce séminaire, les participants ont pu analyser leur rôle au sein des ONG et proposer des recommandations adressées à chaque niveau institutionnel : grandes entreprises médiatiques, décideurs politiques et citoyens. Leur message est clair : la lutte contre la désinformation et pour la démocratie exige un engagement collectif, transversal et solidaire. Défendre les intérêts de quelques-uns peut sembler plus simple, mais c'est en œuvrant pour la qualité de l'information, la transparence et la participation citoyenne que nous construisons un avenir plus juste et plus démocratique pour tous.



Association Migration  
Solidarité & Echanges  
pour le Développement



## Funded by the European Union

Financé par l'Union Européenne. Les points de vue et opinions exprimés sont ceux de l'auteur uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union Européenne ou de l'European Education and Culture Executive Agency (EACEA).

Ni l'Union Européenne ni l'autorité qui accorde la subvention ne peuvent en être tenues responsables.